

ESSAI

SUR

LE LIBRE ÉCHANGE,

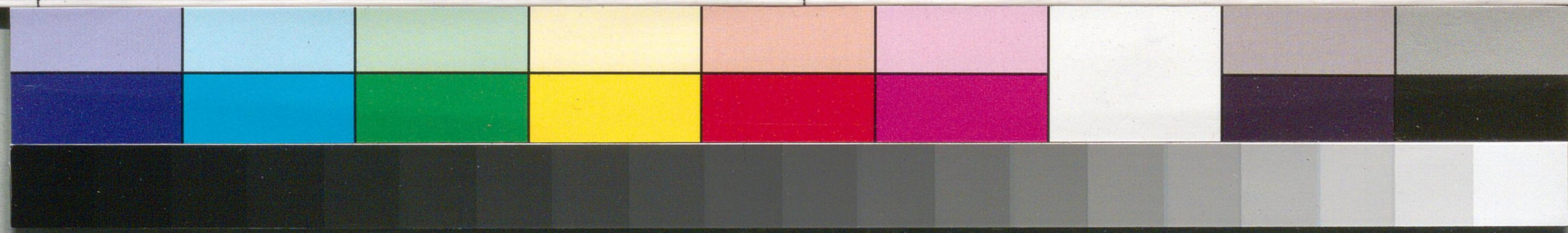
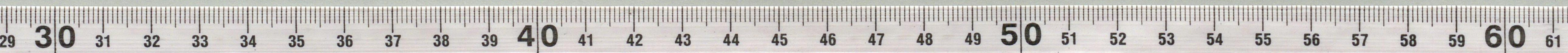
CONSIDÉRÉ AU POINT DE VUE
PHILANTHROPIQUE,

PAR

Auguste Demmin.

ROTTERDAM,
S. VAN BEYN SNOECK.

1848.



国立国会図書館 赤松則良関係文書 79

LE LIBRE ÉCHANGE.

Boekhandel, Boekbinderij
van
W. BEETS,
te DELFT.

Considéré au point de vue philantropique.

AUGUSTE DEMMIN.



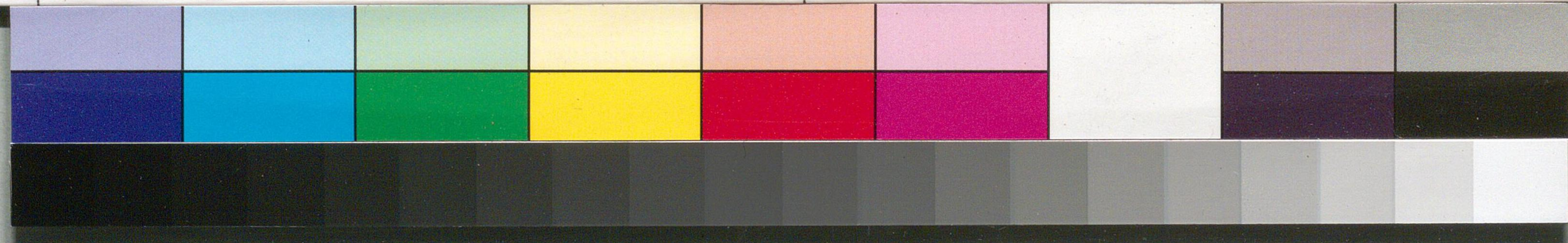
Schiedam, Typographie de P. J. VAN DIJK.

A

Monsieur A. Cruet,

Souvenir de l'Auteur.

Auguste Demmin.



国立国会図書館 赤松則良関係文書 79

les découvertes et les inventions parcourent rapidement le chemin frayé par la grande publicité; où l'application des voies ferrées rapproche les peuples entre eux comme les fils épars d'une grande et seule famille — il existe un nouvel élément, qui, préparé et expliqué en France par les hommes savants en économie politique, depuis environ cinquante ans, commence seulement maintenant à occuper tous les esprits.

Cette fois la France s'est laissée devancer par l'étranger; ce qui est bien regrettable, parce que sa mission a toujours été d'adopter, la première, les idées grandes et généreuses.

Il lui appartient d'éclairer le chemin du progrès et de porter le flambeau de la civilisation, pour se conserver ainsi la domination morale.

Le nouvel élément, *le libre échange*, continuellement en butte aux attaques d'adversaires intéressés, qui ne reculent devant aucun moyen, n'a besoin, pour triompher, que de publicité.

Il importe que les hommes de cœur, malgré l'attachement légitime à la fortune de leurs familles, et dans le sens plus étendu, à celle de leurs métiers, villes et provinces, ne perdent cependant pas de vue, qu'ils ont aussi un devoir de citoyen et d'homme à remplir.

Nous nous adressons donc, de préférence, aux âmes élevées et assez fortes, pour pouvoir se détacher des considérations égoïstes; car il n'est pas donné à tout le monde de sortir des voies où l'intérêt et l'habitude servaient de guide, et où cet égoïsme se justifiait à lui-même par une fausse métaphysique. Il faut de l'énergie et de la fermeté pour renoncer entièrement à la vieille routine.

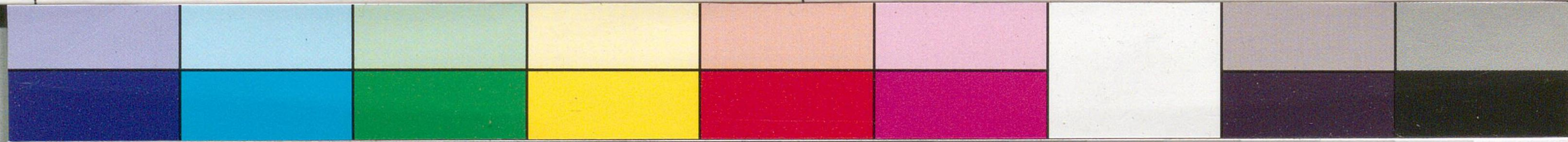
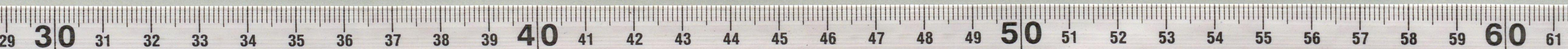
Mais dans un pays, où une révolution comme celle de

mil sept cent quatre-vingt-neuf a pu se frayer un chemin et y trouver un sol fertile, nous sommes sûrs de rencontrer assez d'hommes de cœur qui prendront chaleureusement le parti du vrai.

Quand une nouvelle vérité se lève, elle a besoin de s'appuyer sur des idées et des principes libéraux, déjà établis; et toute nouvelle révolution de notre temps, dans le sens du progrès, qu'elle soit politique, religieuse ou économique, doit remonter aux sources premières de l'affranchissement, c'est-à-dire à *la Réformation* et à *la Révolution Française*.

C'est à ces deux grands bouleversements, dont le second est conditionnellement la conséquence du premier, que l'Europe est redevable de toutes les libertés; l'une a brisé les liens dans lesquels l'esprit humain était emmaillotté, et affranchi les peuples du joug odieux de la théocratie et du sombre papisme du moyen-âge, l'autre a abattu les barrières des castes que le dix-huitième siècle avait érigées avec les vieux débris féodaux.

Lorsque la France lançait ses quatorze armées, improvisées par l'enthousiasme contre l'Europe coalisée, elle trouvait partout un allié invisible dans les camps ennemis, c'était le *libre arbitre*. La réformation avait frayé le chemin à la liberté politique, par l'affranchissement de la discussion et de la recherche des causes, qu'avant elle, les classes ne pouvaient pas se permettre sans enfreindre le credo. Les ennemis mêmes de la révolution avaient contribué à la propagande révolutionnaire; car en combattant dans leurs écrits les ouvrages de Voltaire et de Rousseau, ainsi que ceux de toute la philosophie, ils avaient habitué l'esprit du peuple à la controverse sociale et politique, de même que



II.

CE QUE C'EST QUE LE LIBRE ÉCHANGE.

On a tellement défiguré et travesti la doctrine de la liberté commerciale, que nous croyons nécessaire d'en expliquer ici, en peu de mots, la signification.

La liberté commerciale consiste à donner, à chaque citoyen, le droit et la faculté de se procurer, au meilleur marché possible, la plus grande somme possible de bien-être, sans frustrer ses concitoyens, ni se voir frustré d'une part de son travail, qui est sa propriété. Ce droit est un droit naturel, aussi bien que celui d'accorder ou de refuser son travail à une entreprise privée quelconque, aussi bien que de se choisir une résidence etc. etc.

Il va sans dire que ce droit, comme tous les autres, peut et doit être limité par des lois d'impôts. Mais l'État ne peut imposer que des restrictions commandées par l'intérêt général et qui soient à la charge de tous, et ne protègent personne en particulier, au détriment de toute la nation.

Cette liberté, une fois universellement établie, n'amènera pas seulement le bonheur matériel, elle aidera aussi à améliorer l'état moral des classes, qui, depuis trop longtemps, sont les parias de notre société.

Pour que ce grand principe triomphe, il est nécessaire

que des hommes intègres et de cœur s'en fassent les apôtres. L'homme de conviction peut seul persuader. Il faut que le spectacle des souffrances de nos frères malheureux soit présenté continuellement aux yeux des optimistes. L'humanité doit apprendre à connaître quels sont les adversaires du libre échange, ceux qui se dotent eux-mêmes du titre pompeux de *protectionnistes*, mais que nous désignerons mieux sous le nom *d'opresseurs*.

Nous démontrerons jusqu'à quel point ce parti pousse l'ignorance des choses et à quels déplorables moyens sa tactique se voit réduite. L'intérêt, qui seul le guide, l'a entraîné à organiser en France des comités qui ont rédigé des pétitions contre le Free-Trade, et à répandre ces pétitions partout pour les faire signer par les ouvriers. — C'est ainsi qu'on tâche de tromper les artisans sur leurs véritables intérêts.

Notre devoir à nous est de détromper le peuple et de le mettre en garde contre les faux frères. Nous devons leur prouver que, signer une pareille pétition, c'est mettre une verge dans les mains de leurs bourreaux.

Que l'ouvrier se rende bien compte de ce qu'on lui demande. On veut lui faire signer un écrit pour supplier la chambre des députés de permettre qu'il soit exploité à l'avenir, comme par le passé, c'est-à-dire qu'il continue à payer ses vêtements, son chauffage et sa nourriture, le double plus cher que quand il n'y aura plus de barrières, et tout cela uniquement dans la but de faire la fortune des loups-cerviers monopolistes!

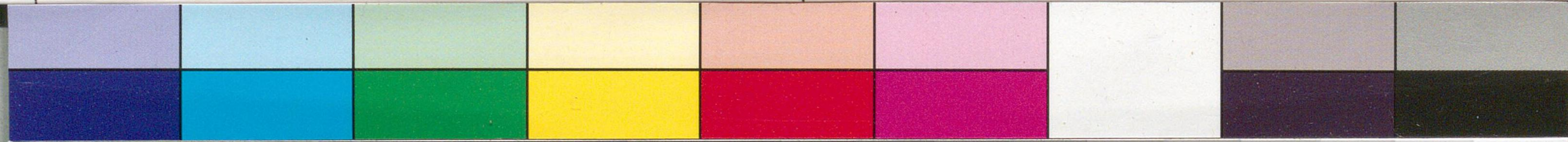
Ils ont trouvé la Doctrine tout établie, toute discutée par la presse Allemande. List avait manié et retourné la question sur toutes les faces. Cobden et son parti ne peuvent revendiquer que l'honneur de l'application.

Le Zollverein qu'ils citent parmi les états protectionnistes ne l'est guère, et les reproches que même quelques libres échangistes lui ont adressés, parce qu'il se barricaderait trop derrière les tarifs protecteurs, sont injustes.

Le Zollverein est l'essai, l'embryon du libre échange. L'Allemagne renfermait en petit autant d'éléments de division et d'intérêts contraires que l'Europe en grand. L'union avait bien des choses à refaire. Le commerce Allemand, si puissant autrefois, grâce à l'institution de la Hanse, était tombé en ruines, à l'heure même où le reste de l'Europe commençait à donner de solides bases à ses transactions. Les éléments féodaux, fortifiés par la guerre de trente ans, devaient engloutir tôt ou tard la puissance des corporations grandies par le travail honnête. La haine religieuse servait de prétexte de pillage aux nobles voleurs de grand chemin. Le dépeuplement de l'empire et l'état barbare dans lequel cette guerre l'avait plongé, aidaient, à merveille, à perpétuer les tyrannies de ses nombreux petits seigneurs. Les ruines, sous lesquelles ce malheureux pays se trouvait enseveli, couvaient continuellement de nouvelles bandes qui vivaient de rapines, et dont les descendants vantent aujourd'hui fièrement la glorieuse origine. Étrange justice de l'homme! De deux voleurs il pend l'un, à l'autre il accorde des titres et des arbres généalogiques!

La Hollande et l'Angleterre profitèrent des déchirements intérieurs de l'Allemagne ainsi que de son peu d'importance dans la politique extérieure. — La première y gagna sa

fortune. L'autre y sema pendant deux siècles la discorde. La politique inhumaine de l'Angleterre est partout et toujours la même. — Il importait donc à l'industrie naissante de l'union de défendre son marché contre l'invasion de la concurrence étrangère; il fallait laisser à cette industrie le temps d'acquérir les forces nécessaires, pour pouvoir soutenir la lutte contre les produits étrangers, et d'arriver à la perfection, pour aller au dehors faire elle-même concurrence aux industries rivales. Aujourd'hui qu'elle en est arrivée là, l'union adopte une autre politique, tout en restant fidèle à l'idée qui présida à sa formation. On connaît le projet d'union Allemande pour la navigation et le commerce. Cette unité qui s'était assise et constituée au-dedans de l'Allemagne, aplanissant toutes les barrières, peut maintenant se montrer au-dehors et arborer le pavillon national. A l'aide des tarifs protecteurs on avait presque exclus l'étranger de chez soi, pour aider, comme nous l'avons dit, au développement de l'industrie naissante. Aujourd'hui que l'Allemagne n'a plus à redouter la concurrence, elle renonce au système qui lui était nécessaire jadis. Aujourd'hui qu'elle peut expédier elle-même ses produits sur tous les marchés de l'univers, elle demande des *droits différentiels*; car ses plans gigantesques reposent sur cette nouvelle base. Les anciens ultra-protectionnistes de l'union sont les premiers à discuter les tarifs, maintenant qu'ils n'ont plus à défendre leur marché contre l'invasion de la concurrence, et que, au contraire, ils cherchent le moyen de créer eux-mêmes une concurrence sur les marchés du dehors. L'intérêt bien entendu du Zollverein est donc de passer des droits protecteurs aux droits différentiels; juste milieu entre la protection et la



rants dans les faits. — Ils citent l'état actuel du *Portugal* comme un résultat de l'introduction des produits Anglais, tandis qu'il est de notoriété publique que la paresse de ses habitants d'une part et l'état continuel de révolte d'autre part, sont les véritables causes de la décadence de ce pays. Par contre, pas un mot de *la Suisse*. Nous comprenons cette tactique. Ce pays a depuis longtemps ouvert son marché à la marchandise étrangère. *Genève* particulièrement donne un frappant exemple que la véritable industrie n'a pas besoin de protection. Tout le monde connaît ses produits; malgré les tarifs protecteurs et les mesures d'encouragements, ni la France ni aucun autre pays n'a pu jusqu'à présent, lui faire une concurrence sérieuse.

Vouloir implanter forcément des industries impropres soit au pays soit à l'habitant, c'est violenter la nature, pour obtenir des résultats funestes. Il faut que chaque pays profite librement de son organisation, et se développe conformément à ses dispositions naturelles.

Essayons de faire une comparaison afin de mieux rendre notre pensée.

Supposons une frontière partageant deux centrées, dont l'une, terrain sablonneux, propre à la culture des pommes de terre est chargée de produire des vins; tandis que l'autre, pierreuse, ou terrain sulfureux, excellente pour la culture des vins, doit fournir des pommes de terre, — puisque les tarifs empêchent les échanges — même cas avec l'habitant d'un pays où le sol et les habitudes forment, de préférence, d'excellents tisserands, et qui doit s'adonner à la fabrication de la coutellerie pour laquelle le fer et le goût lui manquent également, et vice versa. — Le sol, comme l'homme, violenté ainsi, produit contre sa nature et ses dispositions;

il ne produit que péniblement et en mauvaise qualité. Abaissez les barrières, *échangez* vos produits, et vous rendrez à chaque individualité, comme à chaque sol, la force naturelle que la création lui a accordée.

„Ein Kerl, der speculirt, ist mir ein Thier auf einer dürren Heide von einem bösen Geiste im Kreise herum geführt, und rings umher liegen schöne grünen Weiden." 1)

Si la prohibition procurait seulement une partie du bonheur qu'on veut bien lui attribuer, *l'Espagne* devrait se trouver dans un état bien florissant.

Les frontières de ce pays sont hermétiquement fermées. — Ce sont de véritables murailles de la Chine, et malgré cela *l'Espagne* va de mal en pis.

La Hollande et les villes libres doivent leur grandeur, en partie, à la facilité des transactions.

Les protectionnistes se voient naturellement forcés d'abandonner la défense du système restrictif, pour ce qui concerne le *principe* de la liberté des échanges. Les uns s'attachent alors aux branches des industries, et leur but est de *faire peur*; les autres s'adressent aux susceptibilités des capitalistes pour faire peur aussi. Un orateur de cette dernière classe a essayé au congrès des économistes, tenu à Bruxelles, d'établir un parallèle entre l'égalité matérielle, telle que quelques esprits ardents de la république l'ont désirée et le libre échange de nos jours.

D'autres ont pensé réussir en semant la division; ils ont abandonné les mesures restrictives pour ce qui concerne les produits naturels et surtout les céréales; mais pour les

1) Crois-moi — un drôle qui spéculé, est comme un animal qu'un esprit malin fait tourner en cercle sur une aride bruyère, tandis qu'à quelques pas de là s'étendent de beaux pâturages verts.

(*Faust* de GOETHE.)

croit rencontrer partout la même maturité politique, le même désintéressement pour la chose publique. Partout elle croyait le libéralisme en butte aux persécutions des gouvernements absolus. En ne tenant point compte des organisations et habitudes traditionnelles de l'Étranger, elle s'est trompée.

C'est ainsi qu'elle a été abusée lors de la révolution Belge. Cette révolution s'est faite dans un sens rétrograde contre un gouvernement localement libéral. Potter, par ses publications, contribuait à fortifier les fausses idées. L'argent Anglais servait à entretenir le feu de la révolte que le clergé attisait, pendant que la diplomatie manœuvrait contre les puissances étrangères.

La Prusse dut abandonner son allié — elle craignait la guerre universelle. L'invasion de la Champagne et ses tristes suites lui avaient appris à modérer ses élans d'intervention.

Tout le reste de l'Allemagne était hostile à la Hollande.— La stipulation du cinquième paragraphe du traité de Paris et celui de Vienne (108^{me}), concernant la liberté de la navigation du Rhin, avait été enfreinte par le gouvernement Hollandais.

En jouant sur les mots, il en annulait la signification. Les traités disaient „liberté entière jusqu'à la mer,” et la Hollande prétendait que cela ne signifiait pas „jusqu'à la pleine mer.”

L'Allemagne se rappela ce procédé à l'heure du danger.

L'Angleterre qui, au congrès de Vienne, peut-être par jalousie pour l'Allemagne, avait contribué à ce que la Belgique fût réunie à la Hollande plutôt qu'à la Prusse, s'en repentait. Elle commençait à regarder d'un œil jaloux l'état de prospérité des Pays-Bas réunis, et elle craignait

encore plus pour l'avenir. Elle voyait renaître l'ancienne splendeur Hollandaise, et s'inquiétait sérieusement du développement commercial de ce pays. L'Angleterre n'avait pas oublié le fameux balai que l'Amiral De Ruyter fit attacher en haut des mâts de la flotte Hollandaise, lorsqu'il chassa les Anglais dans la Tamise, jusque sous les murs de Londres, et leur brûla la majeure partie de leur escadre. Ce balai du brave Hollandais était toute une épopée! Il signifiait que partout où il rencontrerait des vaisseaux Anglais il les balayerait de la mer!

En effet, jamais état formé d'éléments si divers, ne contenait plus de germes d'une future grandeur.

La Belgique, au sol fertile, riche de houillères, de fer etc., située au centre commercial du continent, est couverte de fabriques et de manufactures, mais avec une force de production considérable, elle manque de débouchés, elle n'a ni marine ni colonies.

La Hollande, commerciale avant tout, possède les meilleurs ports de l'Europe. La situation de ce pays le rend forcément navigateur. Ses traditions maritimes, son expérience, ses capitaux considérables, sa stabilité et sa bonne foi dans les transactions, la placent au premier plan dans le tableau commercial.

Possédant la meilleure colonie dans les Indes que jamais peuple ait possédée, elle a là d'immenses débouchés.

Réunir ces deux pays en un seul était donc faire une bonne chose.

L'un fabriquait, l'autre vendait.

L'un cultivait, l'autre exportait.

Aussi l'Angleterre mettait-elle tout en œuvre pour anéantir son propre ouvrage. Mais la France la gênait dans

Depuis, les grandes villes commerciales de la Hollande, comme Amsterdam et Rotterdam, ne voulurent plus entendre parler de la réunion des Pays-Bas. Par la séparation, les possessions d'outre-mer sont revenues de droit à la Hollande. La Belgique ayant perdu le commerce considérable que les colonies lui procuraient, se voit presque réduite à l'écoulement de ses produits industriels. Anvers, déserte, a pris l'aspect d'une ville qui porte le deuil de sa grandeur perdue; aussi est-elle orangiste. Son commerce s'est porté à Rotterdam où la régence, faisant preuve d'une grande intelligence, a su profiter des circonstances favorables par l'adoption des mesures larges et libérales.

Ici encore, l'esprit conservateur d'une ville rivale, Dordrecht, a aidé à remplir les vues du commerce de Rotterdam.

Dordrecht, la ville maritime par excellence, et qui, favorisée par sa position unique, aurait dû hériter de l'influence d'Anvers, l'a laissée échapper.

L'ancienne routine de son conseil, empreint naguères d'idées „ultra-conservatrices,” voulait conserver les quelques misérables privilèges d'impôts, si onéreux et gênants pour le commerce, et perdait ainsi les affaires que Rotterdam savait attirer par des mesures tout opposées.

Les conservateurs nous donnent partout le même spectacle, obstination suivie de regrets superflus.

„Was du ererbt von deinen Vätern hast,

Erwirb das um es zu besitzen.

Was man nicht nützt ist eine schwere Last,

Nur was der Augenblick verschafft, das kann er nützen.” 1)

1) Ce que tu as hérité de ton père, acquiers-le pour le posséder. Ce dont on ne sait pas tirer parti est un pesant fardeau, et rien n'est utile que ce que l'esprit féconde.

(FAUST.)

C'est ainsi que nous voyons l'Angleterre continuellement à l'œuvre pour anéantir le commerce et les industries des peuples qui lui font ombrage.

Le désordre, dont le *Portugal* est presque toujours la proie, a ses causes également dans les intrigues Anglaises.

Depuis longtemps elle protège ouvertement les Septembristes, c'est-à-dire celui des trois partis qui est le plus ardent et le plus propre à amener l'anarchie complète.

Le Portugal n'est pas encore en état de pouvoir marcher dans la voie des libertés, sans tomber tout de suite dans la licence et l'anarchie.

Ce n'est pas non plus le triomphe définitif des Septembristes que l'Angleterre désire ici, car elle sait bien qu'ils seront encore moins disposés que leurs adversaires à subir sa domination commerciale; elle ne voit en eux qu'un instrument d'agitation qui doit lui servir à paralyser l'activité industrielle de la nation Portugaise; car depuis les mesures de Costa-Cabral les industries agricoles et manufacturières ont fait assez de progrès pour que l'Angleterre s'en alarme.

Pour revenir de notre longue digression, au sujet de la coalition monopoliste, nous devons encore parler de la lettre qu'elle a adressée, dans le temps, au conseil des ministres. En la lisant on se demande: si c'est bien au dix-neuvième siècle que de pareilles choses s'écrivent? Quoi! ce parti va jusqu'à attaquer la liberté de la presse? Elle lui paraît donc bien terrible, cette presse, puisqu'elle défend le peuple? Ils donnent à entendre dans la lettre que l'état, c'est eux; ils disent „qu'ils ont la responsabilité de l'existence de presque toute la nation (textuel!); et non

tanément un bien-être matériel et une activité artificielle, mais, tôt ou tard, elle le mènera à la ruine. Les hommes les plus capables, sans l'adoption de principes, seront oubliés sans laisser de traces, et l'humanité ne profitera pas de leurs lumières.

Les gouvernements et les hommes changent — les principes seuls restent.

La politique proprement dite, ne nous occupe qu'autant qu'elle a rapport aux questions de commerce, et c'est précisément pour cela que nous avons dû entrer souvent dans des développements qu'on pourrait croire au premier abord des hors-d'œuvre.

On a vu que nous sommes pour la marche, c'est-à-dire de l'opposition; mais de nous à une opposition quand même, il y a aussi loin que des doctrines des conservateurs aux nôtres.

Il nous est donc pénible de voir que l'opposition en France, qui de sa nature doit être nationale, révolutionnaire et humanitaire, est rapetissée par ses passions, au point de n'être plus qu'une opposition antinationale, contre-révolutionnaire et oppressive. Parmi ses organes, le Constitutionnel et le National tâchent de se surpasser l'un l'autre en violence et en contre-sens pour combattre le libre échange. Nous comprenons que le premier, marchant sous les ordres de son patron, à la chasse d'un portefeuille, fait tout pour plaire aux monopolistes électeurs et députés; mais nous avons de la peine à expliquer la conduite de l'autre; et nous gémissons en voyant qu'un journal, qui prétend au beau titre de défenseur de la classe souffrante, agisse comme son plus cruel ennemi, et combatte le grand progrès social, le seul qui puisse l'affranchir des impôts et

des taxes iniques, que le monopole prélève sur la misère, sous un titre légal.

Triste, trois fois triste spectacle! Les libéraux, transformés en monopolistes, les révolutionnaires en borgnes. Et cela tandis que le journal des Débats et les doctrinaires prennent la défense du progrès.

La cause du libre échange est la cause de l'humanité. La liberté commerciale est une partie de la liberté universelle; celui qui en combat une partie, devient donc logiquement l'ennemi du principe entier.

Libéraux, progressistes, sociétaires, comprenez donc mieux votre mission. Abaissez les barrières des douanes, abattez les poteaux de vos frontières, et vous abaisseriez et abattrez l'oppression! Nous concluons donc:

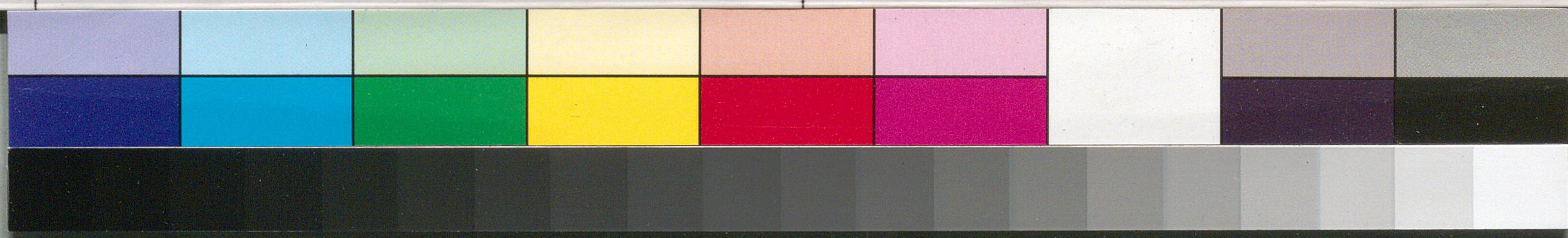
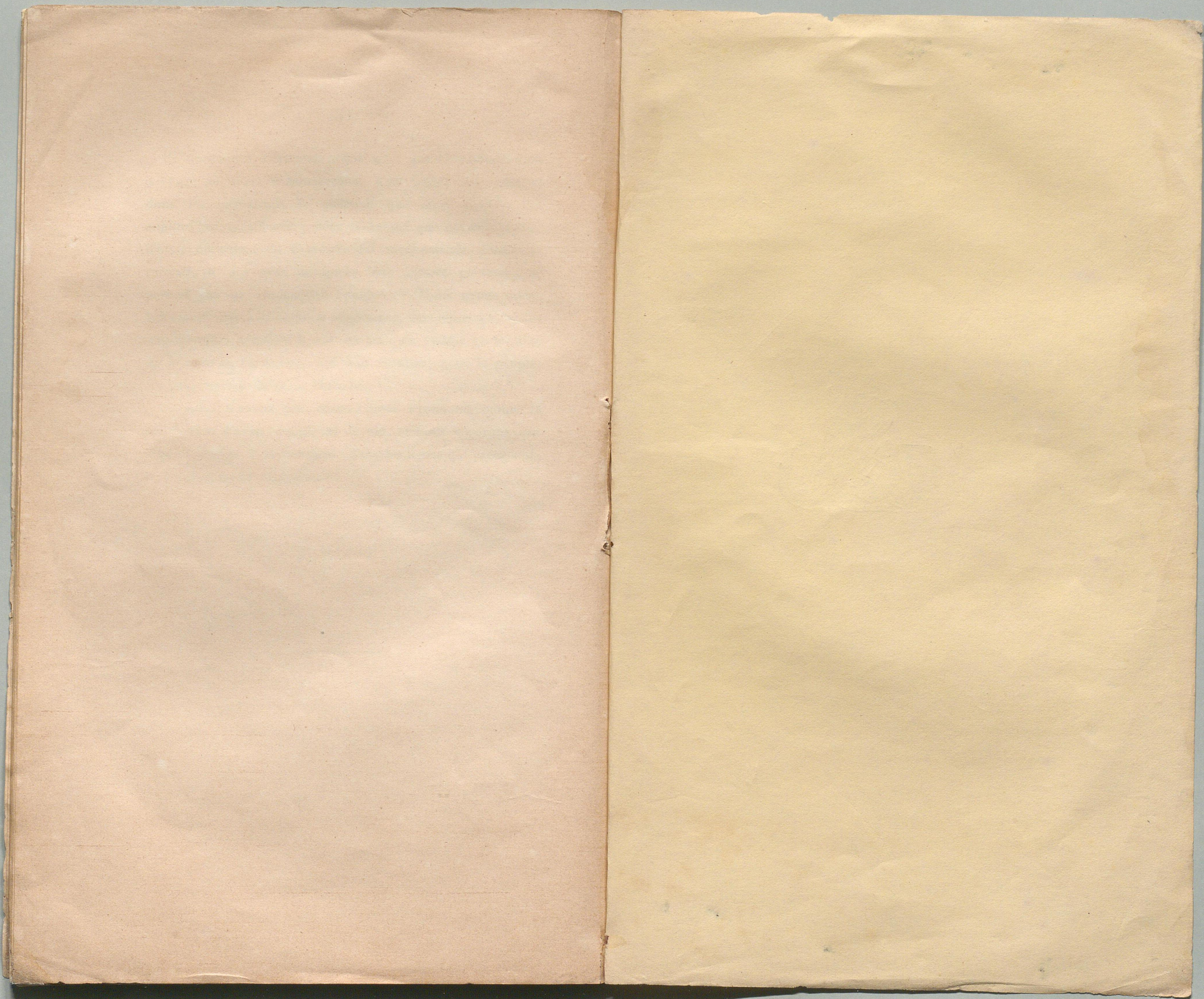
Pour arriver bientôt à un résultat, voici ce que le libre échangiste doit faire.

- I. Répandre dans toutes les classes de la société, et par tous les moyens, *l'idée juste* du Free-Trade — et cela dans le sens que nous avons essayé d'indiquer.
- II. Former et faire signer des pétitions pour combattre celles des monopolistes.
- III. Soutenir toute entreprise qui a pour but de procurer de la publicité à la Doctrine, publicité si nécessaire à la popularité.
- IV. Faire une *condition* bien arrêtée de la défense du principe aux candidats de la députation dans les élections.

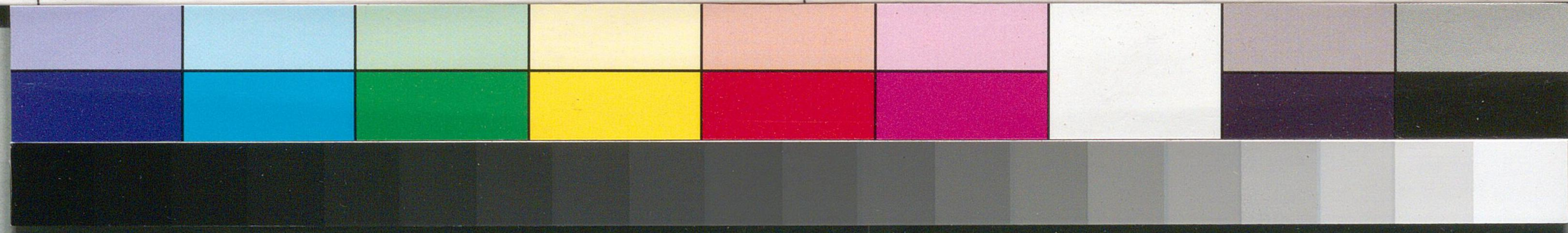
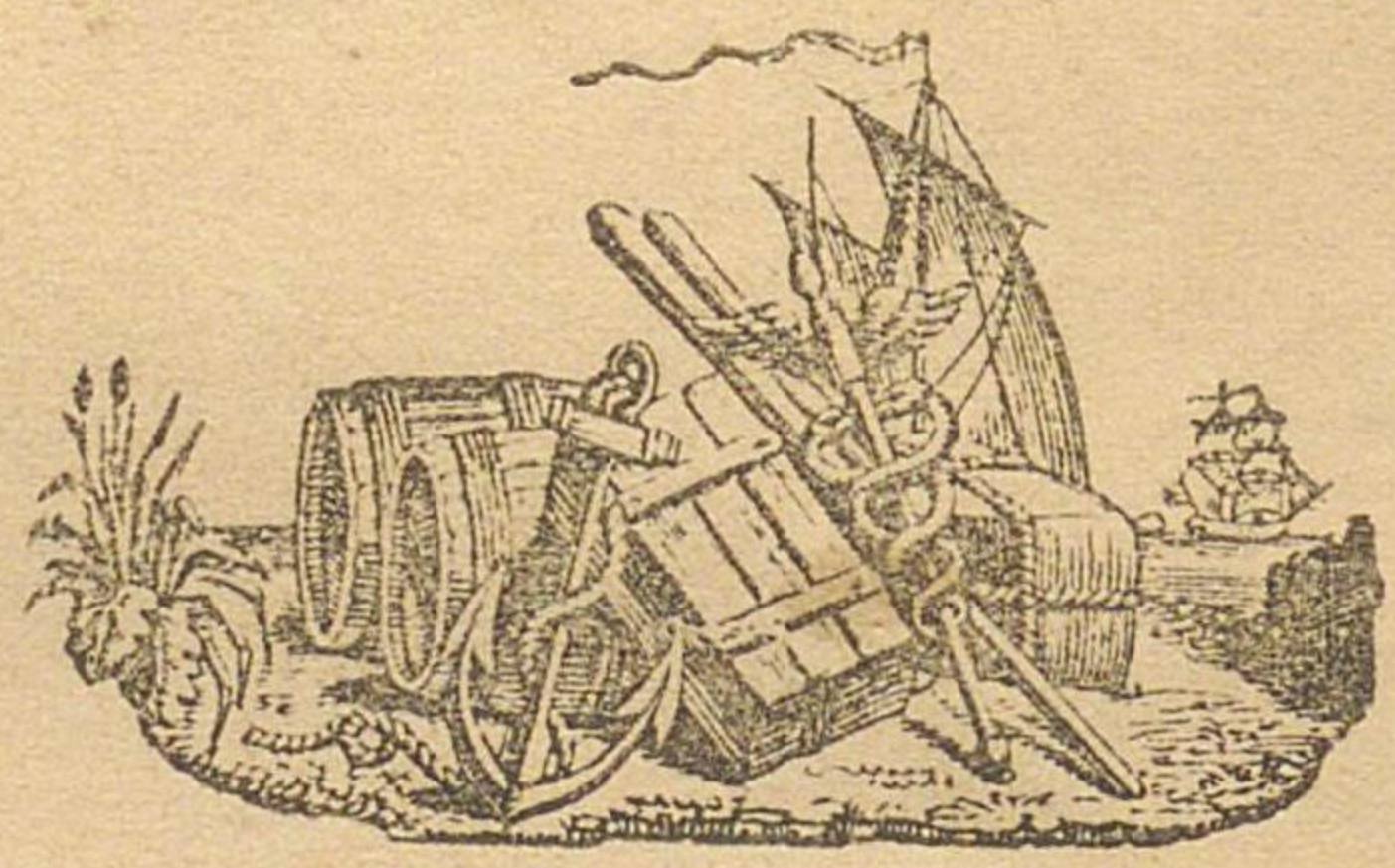
Se renfermant ainsi strictement dans la légalité — l'opinion publique emmènera forcément le reste.

En terminant l'opuscule, qui n'est que le prélude d'un ouvrage où nous considérerons, sous toutes ses faces et dans les spécialités, la question que nous n'avons fait aujourd'hui qu'effleurer; nous déclarons que notre intention n'était nullement de convertir les monopolistes. Comment convaincre des gens auxquels leur intérêt personnel ne permet pas de reconnaître l'évidence? Nous avons même beaucoup moins cherché à stigmatiser une minorité systématiquement attachée à une erreur qu'à établir la sainteté *du principe* et *l'avantage*, qui doit résulter, pour le peuple, de l'application de cette Doctrine.

Si nous n'avons pas réussi, nous avons au moins la satisfaction d'avoir rempli un devoir, et nous espérons que chacun aimera à reconnaître, dans les lignes qui précèdent, le langage de la conviction.



国立国会図書館 赤松則良関係文書 79



国立国会図書館 赤松則良関係文書 79